

L'Adresse—M. MacLellan

Dans ma circonscription, le gouvernement a annulé un programme de 2.1 millions, soit la décentralisation du Bureau de la sécurité du revenu qui devait déménager de Halifax à Sydney. De 75 à 85 emplois auraient pu être créés. Ces emplois étaient enlevés à une région de Nouvelle-Écosse qui a sûrement besoin d'emplois, car tout le monde en a besoin. Une région où le taux de chômage est un des plus bas et ces emplois seraient implantés dans ma circonscription où de l'avis même des responsables de la Main-d'œuvre, le taux de chômage dépasserait les 30 p. 100. Donc ce déménagement avait été prévu. On avait dépensé \$400,000 pour rénover des locaux et on a dépensé plus de 1 million pour procéder au déménagement de ce service de Halifax à Sydney. Des cours de formation avaient été organisés. Des travailleurs ont été déplacés, d'autres ont cessé d'en chercher. Ils ont refusé des offres d'emploi parce qu'ils espéraient trouver de l'embauche dans les nouveaux services de Sécurité du revenu de Sydney.

Est-ce là une façon de traiter les gens? Est-ce ainsi que l'on traite nos concitoyens? Non seulement ces personnes sont en chômage, non seulement elles ne peuvent pas retrouver l'emploi qu'elles avaient, non seulement elles ne peuvent plus postuler les postes qu'elles ont refusés, mais comme il est possible que ce projet de décentralisation reprenne vie quand le gouvernement changera à nouveau dans quatre ans, les personnes de la Sécurité des revenus à Halifax qui occupent maintenant d'autres emplois, n'offriront plus leurs services quand le bureau rouvrira de nouveau dans cette ville. Il faudra de nouveau recycler les gens. Il faudra former d'autres employés pour la réouverture du bureau à Halifax. A quoi rime tout cela?

Naturellement, cela a une incidence sur le chômage. Les personnes qui auraient obtenu un emploi à Sydney, là où le chômage est plus élevé, sont maintenant sans travail. Étant donné que l'activité économique ne reprendra pas puisque ce bureau ne sera pas créé, il n'est plus question de retombées économiques indirectes.

Comment expliquer l'annulation de ce projet, monsieur le Président? Le motif est politique, naturellement. Cette décision découle d'une idéologie politique. C'est pourquoi il importe de voir ce que l'on fait. Le gouvernement refuse à des régions comme celle où j'habite des occasions d'emploi et des possibilités de développement.

Pour que le secteur privé ou le secteur public se développe, il faut que les gens choisissent volontairement de s'installer dans ces régions ou que le gouvernement fasse en sorte que des compagnies s'y établissent. Quel choix a-t-on fait? Si le gouvernement veut que le secteur public et le secteur privé créent des emplois il doit assurer un milieu économique favorable pour que ces débouchés soient offerts dans les régions défavorisées.

• (1550)

Qu'arrivera-t-il? Rien. Les projets conçus pour ces régions ont été annulés. Les initiatives gouvernementales de développement régional sont supprimées. Il faut une infrastructure, mais voici que les subventions de VIA Rail sont réduites. CN Marine est un lien essentiel entre les diverses provinces de l'Atlantique et, pourtant, on réduit ses services de façon substantielle. Le ministre des Transports (M. Mazankowski) nous dit maintenant qu'il y aura une réduction de 300 emplois au cours des cinq prochaines années, cela en plus des 1,000

emplois déjà perdus, dans ma région seulement. Lorsqu'on lui demande où se trouvent ces 300 emplois, il ne peut pas nous le dire. Sa politique économique, c'est d'agir au petit bonheur. Il nous dit que l'on supprimera 300 emplois, mais il ne peut pas nous dire où. Il ne nous dit pas que la subvention de 6 millions de dollars à un armateur privé, Atlantic Container Express, pour exploiter une liaison directe entre Montréal et Terre-Neuve ne sera pas renouvelée à son expiration, à la fin de mars. On subventionne un armateur privé pour exploiter la liaison entre Montréal et Terre-Neuve, mais en même temps, on se plaint de la subvention à CN Marine qui trop élevée en raison de la subvention au secteur privé. Cette politique économique anarchique du ministère des Transports n'aboutit qu'au versement de subventions supérieures. Le gouvernement a également fait savoir que le programme d'investissements pour le dragage serait annulé, ce qui supprimera encore des emplois et nuira au potentiel de croissance économique.

Il nous dit maintenant que les gens de ces régions, qui connaissent de graves difficultés économiques, verront en plus le budget de logements sociaux réduit de 9.6 millions de dollars et le programme d'aide à la remise en état des logements réduit de 25 p. 100. Ces gens doivent maintenir leur maison en état. Leurs revenus sont faibles, beaucoup sont en chômage et d'autres sont âgés. Non seulement il y aura moins d'emplois dans ces zones où les revenus sont faibles, mais de plus, on leur annonce qu'ils ne seront pas en mesure d'entretenir leur maison pendant la période où le gouvernement déclare rechercher des possibilités d'emploi à cor et à cri. Non seulement y aura-t-il une diminution des possibilités économiques, mais il y aura également une dégradation de l'infrastructure, des conditions sociales et de l'habitation dans ces régions.

Et les étudiants? La ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald) comprend que les étudiants ont besoin de travailler l'été et, pourtant, elle a annulé le programme Été Canada dont le budget s'élevait à 85 millions de dollars. Elle a déclaré qu'il serait remplacé, mais ne nous a pas dit comment. Elle n'a précisé ni montant ni date. Les étudiants cherchent déjà un emploi d'été. Le gouvernement prétend que les emplois doivent être créés par l'entremise des secteurs privé et public. Voilà qu'il dit aux étudiants de la région Atlantique et d'ailleurs que si leurs parents ne sont pas riches, ils ne pourront pas obtenir d'emplois de cette façon et qu'ils ne pourront donc pas reprendre leurs études. Est-ce là une façon de traiter des étudiants universitaires? Est-ce là une façon d'investir dans l'avenir de notre pays? Pis encore, le budget du Programme des prêts aux étudiants a été réduit de 5 millions de dollars. Il faut élaborer un programme à l'intention des étudiants qui doivent penser à la prochaine année scolaire sans pouvoir compter sur l'emploi qu'ils ont réussi à trouver cette année.

Le gouvernement a déclaré dans l'exposé économique qu'il réservera un milliard de dollars supplémentaire aux possibilités d'emploi offertes par les secteurs privé et public. En même temps, il a réduit de 200 millions les subventions d'aide à l'emploi. Il réduit également de 2.8 millions de dollars le programme de mobilité de la CEIC. Le gouvernement ne se contente pas d'empêcher les Canadiens de travailler, mais ils ne peuvent pas non plus arranger leur maison ou maintenir les infrastructures dans leur localité. Même s'ils trouvent un